

2011KO EKAINAREN 11AN

GOGOETA, EZTABAIDA ETA FORMAKUNTZA TRESNA

ADOLFO MUÑOZ "TXIKI", SECRÉTAIRE GENERAL DU SYNDICAT ELA

Le syndicat basque ELA fête ses 100 ans

“Libération nationale et lutte de classe, les deux clés de compréhension du syndicat ELA”



Grève et manifestation des salariées du Centre de résidence Ariznavarra où ELA est majoritaire. Après 34 mois de grève (près de 3 ans !) les salariées ont eu gain de cause.

ELA un syndicat abertzale et de classe

On ne peut comprendre ELA sans une de ces deux caractéristiques. Le Pays Basque est une nation qui lutte pour sa souveraineté. ELA revendique le droit à l'autodétermination pour le peuple basque. En tant que syndicat de classe, notre principal apport à la construction nationale est la défense des intérêts de la classe travailleuse basque. Un projet national qui prétend avoir l'adhésion de la majorité sociale ne peut réussir en imposant des politiques néo-libérales d'exclusion sociale. ELA a une représentation de 40% dans la Communauté Autonome Basque et de 21,5% en Navarre.

Les Etats refusent ce droit démocratique à l'autodétermination

ELA pense que cet objectif démocratique ne pourra s'obtenir qu'en définissant une

confrontation exclusivement démocratique pour laquelle il est indispensable de définir des objectifs communs et d'accumuler les forces. Jusqu'à maintenant, les abertzale avons été incapables de réaliser cela. Et sans la mise en place de cette méthode, nous n'aurons aucune chance de réussir.



«Askapen Nazionalaren proiektu bat Euskal Herriko gehiengo sozialaren adesiortik pasatzen da, soilik demokratikoa izan behar duen konfrontazio baten bidez. Ezin da hori lortu baztertze sozialaren iturri diren politika neo-liberalen inposizioaz!»

ELA et l'autonomie comme projet syndical

ELA a établi lors du Congrès d'Euba l'incompatibilité des mandats politiques et syndicaux et a fixé une cotisation syndicale très élevée, pensée pour permettre l'autofinancement du syndicat, élément indispensable pour concrétiser l'autonomie syndicale et politique. Les prises de positions d'ELA dans le domaine syndical, social et politique ne peuvent se comprendre sans prendre en compte la pertinence du pari de l'époque sur l'autonomie.

Les adhésions représentent la garantie de l'autonomie. Les positions d'ELA sont ainsi le fruit de sa propre réflexion idéologique sans qu'aucune organisation extérieure au syndicat ne puisse interférer ou la conditionner.

Le syndicat n'est ainsi la courroie de transmission de personne.





Adolfo Muñoz "Txiki"

Dans n'importe quelle société il est très important d'avoir une opinion critique, des propositions alternatives, une capacité de mobilisation... Tout cela ne peut être conditionné par l'obtention de subventions ou d'aides de gouvernements ou d'entreprises qui finissent par limiter ou influencer la réflexion.

Des moyens pour l'action revendicative

ELA, dès son retour à la légalité, à la fin du franquisme, a mis en place des moyens pour l'action syndicale. *Humains* : des cadres syndicaux devenus permanents du syndicat pour organiser les entreprises et les secteurs. *Economiques* : une Caisse de résistance (financée par les cotisations des adhérents) pensée pour renforcer l'action syndicale via les négociations collectives.

Nombreux/ses sont les travailleurs/ses qui l'ont utilisée, nombreux aussi les conflits qui ont été gagnés du fait de la capacité de résister obtenue grâce à la Caisse. Cette Caisse reflète parfaitement unes des priorités du syndicat : être utile à l'amélioration des conditions de travail. Ces dernières années, nombreux ont été les conflits et certains ont été très longs : le Centre de résidence Ariznavarra (près de 3 ans), la Grande Surface SABECO de Renteria, etc.

Le néolibéralisme a uniformisé les politiques des gouvernants

Cette phase capitaliste a entraîné avec elle l'élimination de la social-démocratie, devenue simple élément de rhétorique à des fins électorales. Ceux qui ont la possibilité de gouverner embrassent le néo-libéralisme et éliminent tout élément pratique d'équilibre dans leurs politiques. Ils défendent les intérêts financiers et ceux des grandes entreprises.

Le syndicalisme, prenant en compte cette réalité, a pour obligation travailler son domaine d'intervention en innovant. Oui, les gouvernements font les réformes souhaitées par le patronat, imposent la précarité au travail et au niveau social, leur rôle d'inspection et de contrôle des manquements aux lois et aux conventions collectives de la part du patronat est inexistant... Les gouvernements ont mis en crise beaucoup de choses.

La crise du "Dialogue Social"

C'est l'une d'entre elles. Tout ce qui est important se décide en dehors des instances de négociation auxquelles on nous invite ; tout est unilatéral. Et la présence des syndicats dans ces instances a pour unique objectif de donner une légitimité à ces politiques. Le «*Dialogue Social*», est un mot vide, et selon ELA, c'est un concept qui n'a plus aucun intérêt. Le capital et les gouvernement financent la présence syndicale dans ces instances ; en fait, ils conditionnent le financement des syndicats au fait que ces derniers légitiment les politiques gouvernementales. Le syndicalisme qui se laisse piéger perd son autonomie pour juger ce qui arrive et perd toute crédibilité auprès de ses propres bases. En fonction de cette analyse, ELA a donné la priorité à la socialisation de ses alternatives, à l'action revendicative et à la mobilisation sociale. ELA refuse de participer aux instances de «*Dialogue Social*» et nous avons aussi mis fin à notre présence dans les instances de participation institutionnelle. De plus, le gouvernement basque (PSE-EE) a procédé au changement des règles du jeu démocratiques dans ces instances pour donner la capacité de décision à la minorité syndicale (CCOO et UGT).

Le patronat, sûr de lui, utilise le chantage

Il obtient ce qu'il veut des gouvernements et profitant de la pression provoquée par le chômage, il fait du chantage sur les conditions de travail. Aujourd'hui la priorité c'est de résister sur les terrain des conventions collectives et des droits que ces dernières garantissent.

La négociation collective : une question de rapport de forces dans chaque domaine

La décision concernant le domaine et le contenu des négociations est aux mains de la législation espagnole. Les syndicats espagnols ont aussi négocié une réforme qui a pour but de centraliser la négociation collective pour nous retirer la capacité de décider où et ce que nous voulons négocier. Cela a de graves conséquences. Au Pays Basque Sud, grâce à une dynamique syndicale plus importante qu'ailleurs, les conventions collectives sont beaucoup plus avantageuses que celles établies au niveau de l'Etat espagnol. Les syndicats CCOO et UGT cherchent par le biais de la centralisation le monopole de la représentation. Et le patronat, lui, cherche à durcir les conditions de travail.

La capacité de négociation dans un domaine donné est reliée au taux de syndicalisation de ce domaine. Une entreprise ou un secteur ayant un fort taux de syndicalisation (et des adhérents organisés) a plus les moyens de se faire respecter. Et la négociation collective existe dans la mesure où existent des secteurs et entreprises syndicalisés. La négociation collective est la résultante d'un pari organisationnel, de beaucoup de travail en amont, de luttes militantes... Pourquoi la négociation collective ? Pour partager la richesse, pour empêcher que le patronat détermine unilatéralement les conditions de travail et pour faire face à la précarité.

Modèle de société

La construction européenne c'est surtout, du dumping social, professionnel et fiscal : les lois et les intérêts du marché. Le Portugal représente le summum de la précarité du travail et il a échoué. L'Irlande est le modèle de la décapitalisation fiscale et publique et elle a aussi échoué. Dans la gestion de cette crise économique, politique et démocratique, c'est à nouveau l'économie spéculative qui gagne. On sauve les banquiers irresponsables et on prétend payer leurs ardoises en attaquant les droits sociaux et le droit des travailleurs. Ce n'est pas simplement une crise économique. La décapitalisation fiscale conditionne les budgets publics, entraînant plus de coupes dans les dépenses sociales. ELA a développé des campagnes seule ou avec la majorité syndicale pour mettre au centre du débat le modèle de société.



Adolfo Muñoz "Txiki" : Ouvrier dans la métallurgie à Gasteiz (Alava) durant 14 ans, il est devenu permanent d'ELA en 1989. Après avoir été en charge des Services Publics, responsable territorial à Gasteiz, Secrétaire Général de la Fédération du Métal, responsable de la négociation collective dans le Comité Exécutif, Secrétaire Général adjoint, il est Secrétaire Général d'ELA depuis novembre 2008. Il a participé très jeune au Congrès d'Euba (clandestin à cause du régime franquiste). Ce congrès dans ses décisions fondamentales, a marqué la vie du syndicat jusqu'à aujourd'hui.



Manifestation du syndicat ELA à l'occasion du Premier Mai



MIKEL NOVAL

Responsable du Bureau d'études, de la politique sociale et environnementale d'ELA

Le Bureau d'études d'ELA

“Une organisation indépendante comme ELA doit avoir sa propre analyse de la réalité”

La création du Bureau d'études d'ELA avait pour but de fournir au syndicat ELA une capacité d'analyse propre sur la réalité économique, sociale et du monde du travail. Une organisation indépendante doit avoir sa propre analyse de la réalité. A partir de cette analyse, il faut établir les propositions, les lignes d'action et les campagnes de mobilisation.

Le Bureau d'études a eu comme objectif l'approfondissement des connaissances des thèmes liés au modèle de société : fiscalité, politiques sociales, budgets, etc. Les conditions de vie des travailleurs sont déterminées par le partage de la richesse au niveau des entreprises et par ce qui se décide dans les politiques publiques (accès au logement, santé, éducation, services sociaux, etc.). Sur toutes ces questions, ELA a beaucoup à dire.

Le système capitaliste a décidé de donner un nouveau tour de vis aux travailleurs et travailleuses. Comme conséquence des politiques qui ont été appliquées et de ce qui s'est passé dans le domaine des entreprises, durant les 30 dernières années, la part de la richesse qui reste aux mains de la classe des travailleurs a chuté de façon spectaculaire. Au Pays Basque Sud, nous parlons de 7 points de PIB (de 57 à 50% du PIB). C'est un pillage des revenus du travail qui ont finalement grossi les revenus du patronat et du capital.

Pour ELA, le thème de la fiscalité a été une priorité de son Bureau d'études. Le Trésor Public du Pays Basque Sud recouvre les impôts et a tous les pouvoirs de réglementation sur l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques, l'Impôt sur les Sociétés et l'Impôt sur la Fortune.

Les institutions du Pays Basque Sud ont été gouvernées par d'authentiques néo-libéraux. Nous avons la pression fiscale la plus faible de l'Union Européenne et des dépenses dans la protection sociale qui sont aussi bien en dessous des moyennes européennes (le déficit concernant ces deux postes est de 10 points de PIB par rapport à la moyenne européenne).

Les études réalisées par ELA sont devenues des références dans le domaine syndical, social et politique au moment d'analyser la politique fiscale.

Nous avons dénoncé la fraude fiscale massive des détenteurs du capital, et la politique de baisse continue de l'impôt sur les sociétés, sur le capital et les hauts revenus. Nous avons aussi élaboré de nombreuses propositions démontrant qu'il est possible de mettre en place une autre politique fiscale permettant d'augmenter les dépenses sociales.

Nous avons aussi avancé dans l'analyse et les propositions concernant les politiques sociales : santé, éducation, logement, services sociaux, politiques de lutte contre la pauvreté, etc.

En cohérence avec cette évolution, ELA a consacré une part importante de son temps à travailler ces thèmes avec ses militants et nous avons réalisé diverses campagnes exigeant un changement de politiques publiques. Nous avons effectué des pas importants dans cette voie, mais, sans aucun doute, nous allons devoir aller plus loin à l'avenir. Si nous souhaitons changer les politiques, nous allons uniquement y arriver via la mobilisation et la lutte.



Rapport d'ELA sur la baisse notable de la pression fiscale à l'origine du déficit public

Eco-syndicalisme

Un changement radical du système est indispensable. De simples rustines ou réformes ne servent à rien. Une nouvelle orientation, opposée au capitalisme, est nécessaire.

Un élément basique de ce positionnement passe par une nouvelle logique d'organisation du système, respectant la nature.

Nous nous trouvons dans un moment où ce qui est en jeu est de savoir si nous continuerons avec le même modèle, ou si au contraire, nous serons capables de générer la transformation nécessaire. Comme l'a mentionné Evo Morales, le Président bolivien, "Le monde fait face à la crise du système capitaliste. Ou les peuples enterrons ce système, ou le capitalisme enterrera les peuples".

C'est compte tenu de tous ces éléments qu'ELA travaille les questions concernant l'environnement. D'une triple perspective : la formation et l'approfondissement de thèmes clés ; remettre en cause les politiques qui nous mènent droit dans le mur (LGV, constructions de "méga-ports" en haute mer comme celui de Pasaia, les autoroutes, les énergies fossiles et le nucléaire, etc.) ; et faire prendre conscience aux travailleurs et travailleuses que l'activité économique doit respecter l'environnement.

Alliances locales et globales

ELA est partie prenante des Forums Sociaux Mondiaux (FSM et FSE) depuis le début. Il nous semble qu'il est nécessaire d'articuler les luttes entre les différents collectifs et réalités qui s'opposent au système. Le néo-libéralisme a une logique qui embrasse les différents domaines de l'activité économique et humaine. Son seul objectif est d'augmenter les bénéfices du patronat en empirant les conditions de vie et de travail de la majorité de la population. Au Forum Mondial célébré à Nairobi (Kenya) les travailleurs manifestaient contre les privatisations qui étaient en cours dans différentes mairies, les paysans dénonçaient le vol des terres par les multinationales et les femmes dénonçaient les effets néfastes de toutes ces pratiques sur leur propre situation. C'est pour cela qu'il est nécessaire de créer des alliances, au niveau local et à l'échelle internationale, pour transformer les politiques à tous les niveaux. Les Forums sont utiles pour cela.

Mikel Noval : Diplômé en Sciences Economiques et en Administration d'Entreprises de l'Université du Pays Basque (Sarriko). Ex-salarié d'Eroski, il a intégré le Bureau d'études d'ELA l'année de sa création, en 1989. Il est membre du Comité Exécutif du syndicat ELA.

LEIRE TXAKARTEGI

Lan osasun, genero politika eta euskara arduraduna



Euskara, osasuna eta genero arloa

ELArentzat lan munduan jorratzeko eta sakontzeko gaiak

Lan mundua, ELA bame, euskalduntzen Euskararen normalizazioaren erronka nagusia lan munduan dagoela uste dugu, azken urteetan hezkuntza arloan izan diren aurrerapenak ez bait dira islatu esparru sozio-ekonomikoan. Izan ere, ikasleak langile bihurtzen direnean lan mundu erdal-dun batetan sartzen dira nahi ala ez nahi. ELAk, jakina, badu zer eginik eta ardurarik lan munduaren euskalduntzean.

Etxe barrutik hasita, ELAren euskararen arautegia onartu genuen 2004an, sindikatu barruan euskararen lehentasunezko statusa definitzen duena. Arautegian oinarrituta urteroko euskara planak garatu ditugu, euskara ELAn lan eta zerbitzu hizkuntza osoa izatera iritsi dadin.

Eskualde, federazio eta atal ezberdinen diagnostikotik abiatuta helburu zehatzak jarri ditugu eta horien jarraipena egin. Minimoen taula bat onartua izan da idatzizkoari dagokionez eta organoetan ere ahozko erabilerari dagokionez. Egindako ibilbidearen balorazioa ona da, oraindik asko daukagun arren egiteko. Kontutan hartu behar dugu eskualde ezberdinetan errealitate sozio-linguistiko ezberdinak ditugula, Urola bailaratik hasita, Erriberaraino.

Lan munduari dagokionez, esparru publikoan zerbitzu publikoak euskaraz jasotzeko hiritarren eskubidea defendatzen dugu eta administrazio ezberdinetan langileen hizkuntza profilak horretarako egokitzea eskatzen dugu ezinbestean.

Enpresa pribatuetan normalizazio planak bultzatzeko lanean dihardugu. Normalizazio plana duten enpresak areagotzen doaz pixkanaka, oraindik orain gutxi diren arren: Euskal Herrian 269 enpresa inguru dira gaur egun.

Prekaritatea borrokatu eta lan osasuneko politika publikoen aldaketa aldarrikatu

Lan istripu eta gaixotasunen arazoa oso larria da. 2010ean 80 langile hil ziren Hego Euskal Herrian lan istripuz. Gaixotasun profesionalei dagokienez, salatu beharrean gaude egiazko kopurutik oso behera zenbatzen direla. Adibidez, 2010ean 23 langile hil ziren Hego Euskal Herrian amiantoarekin lan egiteagatik, baina ez dira ageri estatistika ofizialetan.

Egoera honen oinarrian dagoen arrazoi nagusia prekaritatea da: behin-behinekoko kontratuak, lan erritmo azkarrak, azpi-kontratazioa, formakuntzarik eza... Egungo testuinguru ekonomikoan gainera egoerak okerrera egin du.

EAE eta Nafarroako gobernuek ez dute inolako borondate politikorik egoera hau aldatzeko. Izan ere, horrek patronalaren pribilegioen aurkako erabakiak hartzea suposatuko luke baina gobernuek erabakia dute enpresariei mesede egitea ezarritako politika guztietan, krisi garai hauetan ere.

▼
«La promotion et l'usage de la langue basque, la santé et la politique de genre, sont aussi des chantiers prioritaires du syndicat ELA»

ELAk lan osasunean aplikatzen diren politika publikoak goitik-behera aldatzea eskatzen du eta horretarako beharrezkoak diren aurrekontu igoerak onartzea.

Bestalde, lan istripuen aurrean salaketa publikoa eta enpresetan mobilizazioa eta ekintza sindikala bultzatzen ditugu, gehiengo sindikalarerekin batera.

Lan osasun alorraren eguneroko jardunean, enpresetako prebentzio ordezkarien formakuntza, enpresen prebentzio planen jarraipena eta gai honetan egindako arau hausteen salaketa egiten ditugu, maila juridikoan eta sindikalean.

Genero politikari esker emakumearen berdintasuna bultzatu

Emakumeen bazterketa eta diskriminazioa egiturazkoa da jendarte honetan, sexu arteko lanaren banaketan oinarria duena. Egoera honek lan munduan argazki propioa du: lan munduan emakumearen egoera definitzen duen hitza prekaritatea da: soldata baxuagoak, lanaldi partzialak, behin behinekotasuna, etxeko lanarekin uztartzeko zailtasunak,...

ELAren genero politiken alorrak emakumearen berdintasuna bultzatzen du, lan munduan eta jendartearen. Zeharkakoa izaera dauka sindikatuan ezinbestean, beharrezkoa bait da genero ikuspegia sindikatuaren jardura ezberdinetan txertatuta egotea, diagnostikoetatik hasi eta proposamenetaraino.

Bereziki aipatu nahiko genuke emakumeak protagonista izan diren gatazka kolektibo anitz izan ditugula azken urteetan, lan baldintza duinen alde. Sindikal-gintzak berdintasunaren alde egiten duen ekarpen praktiko eta propioa dira gatazka hauek: antolaketa eta borroka kolektiborekin bidez aurrerapausuak lortzen dira, kasu askotan greba luzeak egin beharrean egon garen arren. Azken ereduak: Ariznavarra. Zaharren egoitza pribatu honetako emakumeak pribatizazioaren ondorioz jasaten zituzten lan baldintzak hobetzea lortu zuten, horretarako ia hiru urteko greba egin behar izan zuten arren.



Leire Txakartegi: Ondarroa, Bizkaia (1973). Zerbitzu Juridikoetan hasi zen sindikatuan 1997an eta 1999an Deba eskualdeko arduradun izatera pasatu zen. 2001etik Batzorde Eragileko kide.



Ariznavarrako langileen manifestaldia

AMAIA MUÑOA

Idazkari Nagusi Ordea, Iparraldeko arduraduna, Diruzaina



ELA Iparraldean

Estrategi konpartituekin aintzina

ELA klase sindikatu abertzalea da. Abertzalea den heinean, Euskal Herria du erreferentzia. Horren erakusgarri da bere printzipioetan jasotakoa 1976ean. Momentu hartan, berrogei urteko klandestinitatea eta gero, sindikatua bersortu behar da bere osotasunean, eta hori egiten da hirugarren kongresuan (aurreko bi kongresuak 1911ko sorrera eta 1936ko estatu kolpearen artean izan ziren). Beraz, 3. kongresu horretan onartzen dira printzipio berriak, eta sindikatua hegoaldean bakarrik eratua dagoen arren, ELAk Euskal Herriko organizazio bezela definitzen du bere burua.

Iparraldearekiko hausnarketak

90. hamarkada bukaeran, ELAk Iparraldearekiko hausnarketa irekitzen du. Hortik, geroa markatuko duten irizpideak erabakitzen dira:

- ✓ Iparraldean ELAk zeozer egitekotan, *Iparraldeko jendearen erabakia izango da.*
- ✓ Iparraldeko errealitate politiko eta sindikala kontuan hartuta, *ELAk ez dio zentzurik ikusten hegoaldeko eskemak errepikatzeari.*

Erabaki hauen ondorioz, bi lehentasun azaltzen dira: Iparraldeko sindikalista eta militante abertzaleekin hitzegitea, eta LABekin hitzegitea.

LABek berriz, 2000. urtean Iparraldean lanean hastea erabakitzen du, eta momentu horretatik aurrera ELAren lan proiektua zehazteko lana hasten da. 2004. urtean, Iparraldeko militante baten eskutik martxan jartzen da proiektua; Txetxek eskutik. Zer jartzen da martxan?

Iparraldean lehen pausuak

- ✓ *Baionan egoitza bat, elkarte sozialen zerbitzura.*
- Elkarte horientzat baliabideak eskeintzen dira, helburu batekin: beraien lana indartzea.
- ✓ *Iparraldeko abertzale progresisten proiektu estrategikoei babesa.*

Badira abertzaleentzat aldarrikapen nagusi batzuk eta ELAk, hauei babesa emanez egin nahi du bere aportazioa. Laborantza Ganbara adibiderik argiena da.

Asko konpartitzen dugu: proiektua bera, lan egiteko era, aurrera egiteko elementuei ematen diegun balioa...

✓ *Formakuntza tresna.*

Abertzaletasuna eta klase kontzientzia garatzeko funtsezkoa da formakuntza, eztabaida, egoeraren azterketa partekatua... eta horretarako Manu Robles Arangiz Fundazioa Iparraldean lanean jartzen da. Honekin lotuta, *Alda!* aldizkariak, guzti honen zabalakuntza posible egiten du.

Beraz, lan guzti hau garatzeko, beste bi liberatu beharrezkoak bilakatzen dira: Xabier eta Mattin.



Relation Iparralde / Hegoalde :

*«C'est en marchant
que la voie à choisir se précise:
la pratique militante,
les échanges avec les militants
d'Iparralde,
bref, les stratégies partagées,
nous aident à aller de l'avant»*

Iparraldearen eta Hegoaldearen arteko harremanak

MRA Fundazioa konpartitzen degu Iparralde eta Hegoaldekoek. Beraz, gure harreman zuzena eta estua bideratzen degu horrela. Baina bidetik, gauza berriak "asmatu" ditugu: duela bi urte, Txetxek ELAko Nazio Batzordean parte hartzen duela; gure 3 herenak (12 eskualde arduradun; 12 federazio arduradun eta 12 exekutibakidek osatzen dugu organo hau) hautsi ditugu! Iparraldeak bere presentzia izan dezan, nahiz eta sindikatua han ez egon, pertsona bat dator bozkarik gabe.

Harremanak zabaldu dira beste bide batetik baita. 2010ko uztailean Manu Robles-Arangiz Fundaziok eta Bizi! mugimenduak hitzarmen baten bidez elkarkidetzat bat egin dute elkarrekin formakuntza saio bat antolatuz.

Bidea ibiliz egiten da!

Nahiko lana izaten degu orainarekin... Sindikatuan ohituta gaude bidea ibiliz egiten; praktikak erakusten digu zer den baliagarria eta zer ez. Eta teoria berriz, ez da oso lagungarria izaten. Hori bai, behar beharrezkoa degu hausnartzea, eztabaidatzea, sakontzea... beti gure jendearekin: enpresetan, sektoretan, eskualdetan. Horrek ahalbidetzen digu aurrera egitea. Kasu honetan, antzeko bidea egin beharko degula iruditzen zait: Iparraldeko militanteekin ikusi beharko degu zer nahi duten, zer behar duten. Eta hori definitzen dugun heinean, aukera desberdinak irekitzen jakin beharko degu. Horretarako ideia berriak lagungarriak izan daitezkeela uste dut, eta hauei tokia egiteko malgutasuna garrantzitsua izango da.

Beraz zehaztasun gutxi, baina agian ez da horretarako momentua. Iparraldean zein Hegoaldean militantzi garrantzitsu bat dago, bai arlo sindikala eta bai arlo sozialean lanean. Helburu asko partekatzen ditugu eta ditugun erronkak itzelak dira. Beraz puntu batean zalantzarik ez: aurrera begira estrategi konpartituak beharko ditugu.



Amaia Muñoa. Donostiarra, 37 urte. Duela 13 urte ELA sindikatuan liberatua. Formakuntza iraukorra arloan hasia, gero Zerbitzu Pribatuak Federazioan Donostian. 2000. urteko abenduan, ELAren X. Kongresuan, Konfederazioko Diruzaina izendatua da eta Batzorde Eragileko kide ere. Orduetik Bilbon ari da lanean. Azken kongresuan, XII.ean 2008ko azaroan, Idazkari Nagusi Ordea eta Iparraldeko arduraduna izendatua izan da, diruzaina izateaz gain.



Conseil National d'ELA à Laborantza Ganbara à Ainhice-Mongelos en 2008

Le long cheminement vers l'indépendance syndicale réelle



Clôture d'un Conseil National d'ELA

Synthèse d'une longue interview accordée par Joxe Elorrieta à l'Hebdomadaire Enbata, en novembre 2004.

Les débuts

ELA est une organisation qui date de 1911 et qui a été créée par le Parti Nationaliste Basque. A sa naissance, le syndicat n'a pas pour objet la lutte des classes ou le conflit, il a un discours qui recherche l'harmonie de classe, qui a plus un caractère d'assistantat que de revendication, qui puise dans la doctrine sociale de l'Eglise ses fondements idéologiques...

A l'époque donc, cette ELA là est une ELA fortement liée au PNV. Elle n'a pas de pensée propre, tous les adhérents d'ELA sont pro-PNV, et cela jusqu'à un point tel que le président d'ELA est en même temps parlementaire du parti.

Cela ne veut pas dire que de 1911 à 1936 ne surgissent pas de tensions ni de débats. Ce modèle syndical est en proie à d'énormes contradictions du fait de sa volonté de coller à la réalité ouvrière, au monde des entreprises.

Dès les années 20 surgissent des débats qui vont jusqu'à évoquer la nécessité de créer un parti ouvrier, ou des choses qui peuvent aujourd'hui apparaître élémentaires

comme : «*nous avons plus d'intérêts en commun avec un ouvrier espagnol qu'avec un patron basque*»...

Ces choses là apparaissent peu à peu et ELA devient un vrai syndicat pendant la République, avec beaucoup d'adhérents, peut-être plus que l'UGT, et commence à alors manifester certains signes «*surprenants*» au vu de son origine, comme par exemple le fait de participer aux manifestations du 1^{er} Mai, ce qui est contraire à la pratique du syndicalisme chrétien de l'époque. Ou encore ELA commence à prendre des positions différentes du PNV sur certains sujets comme la révolution ouvrière en octobre 1934 en Asturie. Mais le syndicat reste lié organiquement au PNV.



«ELaren indar haundia izan da, gaur egungo errokei erantzuteko gaitasuna ukaitea, egokitzeko gaitasuna atxikitzea, bere erakundearen burokrasia saihestea, podere publikoaren dependentsia ekonomikoa baztertea, langileriaren interesen babesteko».

1976, une étape décisive

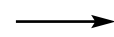
Viennent alors l'après-guerre, l'exil. La rupture d'avec le PNV –rupture idéologique, différence de cadres- date des années 60.

Ces années 60 sont la décennie où ont lieu de grands changements en Euskal Herria.

Le résultat final en est qu'il y a une nouvelle manière de voir ELA de la part de sa militance de l'intérieur (ceux qui sont dans la clandestinité en Hego Euskal Herria). Il y a eu dans ces années là un énorme débat idéologique et une entrée très importante de jeunes cadres au sein de notre projet syndical.

Un des grands mérites de cette nouvelle génération, qui se définit socialiste, est, au lieu de créer un nouveau syndicat, de se légitimer au sein du syndicat qui existait déjà, de ne pas perdre la mémoire historique, de ne pas avoir honte de l'Histoire, de profiter de l'important niveau de légitimité et de reconnaissance internationale qu'avait ELA...

Vient alors le Congrès de 1976 où se font deux choses à la fois : continuer sur la lancée de la tradition historique et avec les sigles historiques, et changer les Principes du syndicat pour intégrer cette définition socialiste.



A part les Principes, qui ne font qu'entériner les changements idéologiques survenus dans ces années 60 (syndicat de lutte des classes, clairement anti-capitaliste, internationaliste) nous décidons alors deux autres choses fondamentales :

✓ le fait que les cadres du syndicat ne pouvaient pas exercer de responsabilités politiques, mais de fait ce qui est encore plus important, qu'ils ne devaient pas pouvoir, dans la pratique, se consacrer à autre chose qu'au travail syndical. Car le facteur clef et toujours trop rare dans une organisation, ce sont les militants et la grande question est de savoir à quoi se consacre la militance. Un militant ne peut pas tout faire, nous ne sommes pas des super-personnes.

✓ une décision qui provoque le débat peut-être le plus important, le plus polémique dans le Congrès et qui est le montant de la cotisation. A l'époque CCOO (syndicat proche du Parti Communiste espagnol), qui est de loin le syndicat majoritaire, avait une cotisation de 50 pesetas. Nous, nous adoptons un montant de 200 pesetas, 4 fois plus! Le débat était «comment on va pouvoir concurrencer les CCOO avec des cotisations 4 fois plus chères ?». Mais ce montant nous permettait de mettre en place une Caisse de Résistance pour les grèves, de financer une assistance juridique gratuite et de salarier des permanents, beaucoup de permanents dans cette philosophie que le syndicat avait besoin de cadres qui se consacraient uniquement à lui. C'était à la fois le prix à payer pour notre indépendance syndicale et pour la mise en place d'un syndicalisme vraiment efficace et combatif.

Le syndicat sort donc du Congrès de 1976 avec une position idéologique qui n'a rien à voir avec la position idéologique traditionnelle d'ELA et encore moins avec celle du PNV. Nous marquons donc une orientation clairement de gauche, socialiste, et nous nous dotons de manière radicale de tous les moyens financiers, structurels, organisationnels de notre indépendance syndicale.

Le long apprentissage d'une pensée politique spécifique

Mais nous n'avons pas créé, quant au domaine non syndical, une pensée propre qui amène à une praxis par laquelle on aurait pu cheminer en dessinant des stratégies spécifiques. Et où le voit-on immédiatement ? Sur la question du Statut de Gernika (Statut d'Autonomie de la Communauté Autonome Basque). Ce n'est pas qu'ELA a la même position que le PNV sur le Statut – elle exprime pourtant la même – c'est qu'ELA n'a pas de pensée spécifique, d'analyse propre quant à ce thème-là.

Je crois qu'une pensée spécifique, c'est ce qui est le plus difficile à obtenir.

Au milieu des années 80, notre projet syndical était largement consolidé et nous étions devenus le syndicat majoritaire.

Alors, va commencer la réflexion sur la nécessité de revenir aux sources de 1976 et de compléter le Congrès de 76.

Il nous reste pour cela à produire une «pensée spécifique» dans le domaine politique et par voie de conséquences une stratégie propre sur le terrain politique.

En 92 apparaît le premier écrit de la nouvelle époque, avec une analyse qui préconise d'aller vers une nouvelle politique d'alliance, dirigée vers les syndicats abertzale (et notamment LAB). Puis nous rentrons dans une logique politique alternative au pacte d'Ajuria Enea, qui réunissait les partis institutionnels.

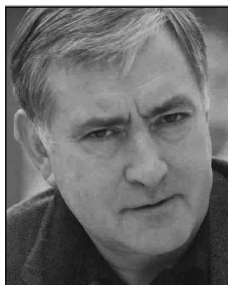
Nous faisons alors le Congrès de 1997, avec déjà un contenu très clair de révision du Statut de Gernika et en octobre 97 nous réalisons ce fameux rassemblement d'ELA à Gernika.

Nous y mettons en scène notre stratégie politique et nous y disons plus ou moins les choses suivantes : le Statut de Gernika est mort, il faut rechercher de nouvelles majorités pour avancer vers l'autodétermination.

Le noyau de ces majorités repose sur les mouvements politiques et sociaux abertzale, et pour réaliser tout cela ETA est de trop et gêne. ELA a dès lors une «pensée spécifique» également sur le terrain politique.

Depuis, un autre élément est la réflexion d'ELA sur le modèle de société.

Et cela dès le premier Forum Social Mondial de Porto Alegre car nous sommes alors à la fois en train de travailler sur cette question de modèle social et sur la question des alliances au niveau mondial



Joxe Elorrieta, ancien Secrétaire Général d'ELA

«Je crois que deux des grands défis pour notre organisation à l'avenir sont les suivants:

✓ le fait que les nouvelles équipes constituent, et aient conscience de le constituer, un groupe homogène ; ce qui n'empêche aucun débat, bien au contraire.

sur d'autres terrains ou questions que celui purement syndical comme peuvent l'être les thèmes du logement, l'environnement... Cela sera un des grands axes de débats et de réflexion du Congrès d'ELA de 2004.

Ce qu'a permis l'indépendance syndicale

Je crois qu'une des raisons pour lesquelles nous avons le niveau d'adhésion que nous avons, c'est qu'alors que nous étions un syndicat majoritaire, alors que nous étions un syndicat qui avait la capacité de pouvoir faire une politique pro-institutionnelle, nous avons choisi de changer de paradigme, d'aller d'une philosophie institutionnelle à une philosophie de contre-pouvoir.

On nous a dit «Mais vous êtes fous ! Comment, alors que vous êtes le syndicat majoritaire, alors que vous pouviez incarner le modèle de la gestion institutionnelle, vous pouvez, vous, vous lancer sur un modèle de contre-pouvoir ?».

Et nous avons répondu «Non, nous ne sommes pas fous, car il s'est passé deux choses importantes sur le marché de l'emploi : l'emploi a augmenté énormément, mais la plus grande partie de ces nouveaux emplois sont précaires. Et nous défendrons mieux tous ces nouveaux salariés à partir d'un statut de syndicat de contre-pouvoir que de celui de syndicat institutionnel, de syndicat de co-gestion».

La grande force d'ELA a été de pouvoir répondre à cet enjeu actuel, de pouvoir s'adapter parce que nous n'étions ni bureaucratisés, ni dépendants économiquement des pouvoirs publics, ni impliqués totalement dans une politique institutionnelle ou encore liés à l'Establishment.

□

En fait, cela dépend de comment fonctionne ton organisation, de l'importance que tu donnes à la formation, de l'indépendance face à tous les partis politiques...

✓ la formation idéologique, et ça, l'organisation peut te la donner en partie, mais c'est également en partie un effort individuel. Face au «politiquement correct» qui surgit parfois de lieux insoupçonnés, si nous voulons réellement maintenir, ou recréer un modèle alternatif, à contre-courant, je crois qu'un des grands défis pour les nouveaux cadres de notre organisation est cette question de la formation, collective bien sûr mais individuelle également.

□

CHRISTIAN DUFOUR ET ADELHEID HEGE

2 spécialistes(*) de l'étude des structures syndicales à travers le monde



ELA, au risque de son propre cours

Dans le paysage syndical européen, ELA joue l'exception. Une série de caractéristiques distingue cette confédération centenaire : sa taille, l'étroitesse de sa zone d'intervention, comme la carrure de ses concurrents.

A cela s'ajoute (ou est-ce l'inverse ?) son positionnement – et pas n'importe lequel – en faveur de la Nation basque.

Ces seuls traits dressent un portrait original. Ils pourraient vouer ELA à un rôle de symbole, nostalgique et marginal.

Ces caractéristiques sont bien réelles, mais d'autres s'y ajoutent qui positionnent ELA sur l'échiquier syndical comme une pièce plus importante que cette description sommaire le suggère.

Capacité de résistance

Déjà, la capacité de résistance de cette organisation interroge l'observateur extérieur. Les adhérent(e)s ne la désertent pas. Elle se développe dans des secteurs réputés fermés au syndicalisme. Elle progresse dans les élections face à de puissants concurrents. Elle est capable d'organiser des conflits exemplaires. Elle gère avec volontarisme sa relation à ses cadres. Elle donne une image de dynamisme et d'ouverture.

Tranquillement, ELA renverse les évidences autour du syndicalisme européen. Pour nombre de chercheurs et de syndicalistes, la longue période de crise que traversent les organisations du salariat s'explique par des causes qui s'imposent à elles : désindustrialisation, internationalisation, transformation du salariat, individualisme, etc. Ces facteurs sont bien réels. Ils expliquent l'épuisement des modèles syndicaux antérieurs, décalés par rapport aux attentes des salariés du XXI^{ème} siècle. Mais ils servent d'alibi. Car, si les causes de la crise sont (partiellement) externes, les solutions, elles, sont internes aux organisations du salariat. Elles ont à proposer de nouveaux modèles, à remplacer les ressorts anciens, à construire une organisation du salariat moderne, nécessairement en rupture avec le passé.

Alors que nombre d'organisations syndicales y rechignent, ELA a volontairement remis en cause les structures qui ont été les siennes. Le «syndicalisme intégral» est un syndicalisme actif, d'abord sur lui-même, pour être disponible aux salariés tels qu'ils se transforment. La combinaison des relations entre *comarcas* et fédérations illustre cette stratégie.



«ELarentzat, langileria
autonomo eta indartsu baten laguntza,
negoziatitok, eztabaida eta gatazkatik,
kontra-podere izaitetik,
eta, antolakuntzatik pasatzen da!»

L'adhésion ne se comprend qu'en relation à la non-adhésion

Mais la clé est ailleurs. Pour ELA, un syndicat est comptable de sa propre composition : de ses adhérents, mais encore plus de ceux qui ne le sont pas. L'adhésion ne se comprend qu'en relation à la non-adhésion. L'exclu identifie l'inclus. Pour répondre à ces exigences, ELA s'octroie un avantage – qui pourrait être un handicap. Sa taille, l'adéquation de son organisation à ses caractéristiques géographiques et sociales, lui donnent une visibilité sur elle-même dont beaucoup, plus puissants, sont privés.

ELA a dissipé le mirage qui voit dans les institutions des «*relations sociales*» le lieu où chercher son salut.

Pour ELA, la promotion d'un salariat autonome et puissant passe par la négociation, le débat, le conflit, le rôle de contre-pouvoir, l'organisation. Mais ces moyens servent à proposer au salariat une image de lui-même et un projet pour adhérer à une histoire qui devienne la sienne.

L'autonomie

Le syndicalisme intégral de ELA se définit par ses autonomies, comme autant de défis. Autonomie politique, autonomie face aux institutions étatiques et communautaires, autonomie au sein de sa propre histoire, autonomie – et cela est décisif – à l'égard de ses propres modes de fonctionnement. La nécessité d'être mobile, de ne pas s'arrêter sur une formule même gagnante, de pratiquer l'introspection en restant actifs exige une implication militante forte. La relation au salariat dans sa diversité suppose, elle, une ouverture intégrale, loin d'une autarcie conservatrice. Le volontarisme crée la fragilité, comme le mouvement livre à la chute.

Mais ELA, comme un fleuve, reste fidèle à sa source lorsqu'il va vers la mer et, ce faisant, modifie sans cesse son cours.



(*) Christian Dufour est chercheur associé au CRIMT (Centre de recherche interuniversitaire sur la mondialisation et le travail) et Adelheid Hege est de l'ITRES (l'Institut de Recherches Economiques et Sociales).

Le syndicat ELA

Né en juin-juillet 1911.

1936 : se bat les armes à la main contre le coup d'Etat franquiste. 40 ans de clandestinité suivent la défaite.

Dans les années 60-70 : ELA connaît une importante incorporation de jeunes militants et de profonds changements idéologiques.

III^{ème} Congrès confédéral de 1976 :

- ✓ positionnement socialiste.
- ✓ autonomie organisationnelle : incompatibilité des mandats politiques et syndicaux.
- ✓ autonomie financière : syndicalisme d'adhésion à fort montant de cotisation.
- ✓ structuration sur la double base des Fédérations et des Unions Locales, avec un caractère confédéral très accentué.



Un syndicat spécifique

25 % des cotisations alimentent la *Caisse de Résistance* qui permet de payer un salaire minimum aux travailleurs en grève.

Moyens humains confédéraux : mobilité géographique et fonctionnelle des postes de direction et de représentation.

Services confédéraux :

- ✓ Services juridiques gratuits par unions locales.
- ✓ Services d'études (statistiques, législatifs...), de négociation collective...
- ✓ Formation syndicale et idéologique (Fondation Manu Robles-Arangiz).



IGOR EIZAGIRRE

ELA-Zerbitzuak federazioko arduraduna



Parcours d'un militant d'ELA

De livreur de pizza à responsable de la Fédération des Services d'ELA

Nor zaitugu?

Igor Eizagirre naiz, jaiotzez Hondarribitarra baina, nik esaten dudan bezala, Bidasotarra. Bidasoak bere ibilibidea amaitzen duen hiru herrietan bizi izan naizelako: Hondarribia, Irun eta Hendaian. Orain 35 urte ditut eta esan dezaket nere bizitzaren herena daramadala ELAn militatzen, hain zuzen 22 urterekin, 1998an, Telepizzan delegatu sindikal izendatu nindutenetik.

Aurretik ere, nahiko gaztetatik, militatzen ibilia nahiz organizazio desberdinetan, ezkertiar eta abertzale mugimenduen inguruan. Insumiso ere izan naiz, estatu espainarrari ezetza esan zion azkenetako gaztea, finean denbora gutxira soldaduskaren obligazioa kendu bait zen.

Zergatik eta nola heldu zira ELAra?

Telepizzan nengoela hurbildu nintzen sindikatura, nere lehendabiziko laneko kontratuarekin, 18 urterekin. Aurretik, badakizue, udako lanak... Unibertsitatean nintzen garai horretan Donostiako Fakultatean Zuzenbidea ikasten eta Telepizza lan ona da ikasketak eta uztartzeko. Asteazkenean zehar ordu gutxi lan egin eta unibersitatara joateko aukera ematen zuen eta aste bukaeran lan ordu gehiago. Baina azkar konturatu nintzen enpresa tipo hauek, non dirudunak frankizia bidez bere dirua garbitzeko eta benefizioak handitzeko erabiltzen duten ikasle langileak oso egoera prekarioan edukiz, irabazi handiak lortzen zituztela.

Lan baldintza oso kaxkarrak, soldata oso baxuak, disponibilitate guttia, astero ordu-tegi berriak eta segurtasuna... zero. Pentsa, moto kaskar batean eta Euskal Herriko Iparraldeko klima ozeanikoarekin, gero eta eguraldi txarrago eta gero eta dei eta pizza eskaera gehiago...

Egia esateko, ELA hurbildu zen gugana; gogoan dut Izaskun Sorondo neska gazte bat irundarra eta ELAko militantea izan zela. Telepizza ireki eta denbora batetara, gure eskubideak ezagutzeko bilera batetara gonbidatu zigun ELAko Irungo Egoitzan. Hiru lankide joan ginen. Bilera hori izan zen sindikatuarekin barnetik nere lehendabiziko ezagutza, ELAren erreferentziak aurretik ere banituen.

Baina geroago konturatu nintzen oso desberdinak direla kanpoko erreferentziak eta barnean zaudenean barneko bizipenak eta errealitateak.

Bilera horren ostean gure soldata exkasaren zergatia ezagutu genuen. Oraindik gogoratzen dut: 24 713 pezeta; hitzarmen estatal bat zen; hitzarmenaren izena "*de reparto a domicilio*"; Madrilen sinatua, CCOO eta UGTren eskutik, guztiz prekarioa.

Konfiantza egin nuen Izaskunekin, lehenago Ikastolatik ezagutzen bait nuen. Kondizioak hobetzeko eta hitzarmen horri buelta emateko lanean hasi behar ginela erabaki genuen nik lankideak konbentzitzen eta Izaskunek informazioa eta bere jakituria gure eskuan jarritz. Hitzarmen horri buelta emateko, hitzarmen propio bat egitea ezinbestekoa zen. Horretarako lehendabiziko gauza enpresa sindikalizatu eta hauteskundeak egin behar genituen, eta hortan hasi ginen buru belarri.

Nola atera dira lehen pausak?

Eta nolako ibilbidea izan duzu ELAn?

Hauteskundeak egin ziran eta kriston zaplastekua jaso genuen, enpresako sozioak enkargatuei lista egiteko esan baitzieten eta sindikatu espainoletan presentatzeko. Kriston kolpea, bai... 5 delegatutik bakararra atera genuen; kolpe latza izan zen hura. Guk hauteskundeak bultzatu eta hitzarmen txar horren sinatzaileak irabazle! Hori da hori gure zoritxara...

Garai horretan Euskal Herrian itxaropen garaia zen, Lizarran Garaziko akordioa garaia, eta ELAko eskualdeko arduradunak, Lizarra Garazi Txiki-ko kide izateko gonbita luzatu zidan eta baiezkoa esanda Irungo Lizarra Garazi Txikin parte hartzen hasi eta akordioa sozializatzen hasi ginen.

1999a aurrera doalarik, 35 orduko astea eta soldata sozialaren alde greba orokorra deitu zuen gehiengo sindikalak. Hura izan zan aktiboki parte hartu nuen nere lehendabiziko greba orokorra. Aurreko egunak gogorrrak bezain politak izan ziren eta greba oso arrakastatsua izan zen. Telepizzan arratsaldez greban egon ginen ere!

Hortik hilabete batzutara, organizazioak estruktura politikora pasatzeko gonbitea luzatu zidan eta beldur askorekin baina... baiezkoa eman nien. Garai hoietan ere ezagutu nuen nere bizitza sindikalean eta pertsonalean asko markatu nauen pertsona: Iñigo Balzola. Oraindik buruan daukat nola joaten ginen, enpresaz enpresa, bere Citroen 2CVn.

Irungo egoitzan eta Ige edo gaurko Hainbateko federazioan hasi nintzen eta Gipuzkoako Transporteko negoziatio arduradun izendatu ninduten. Zer eta transportisten arduradun eta oraindik kotxeko karnetik gabe! Irungo Mosku plazako tabernetan historio horrekin nahiko bazilatu didate!

Garai hoietan Irunen greba oso gogorrrak egin genituen eta 2002 urtean beste greba orokorra.

Geroxeago eskualdeko arduradun izendatu eta Nazio Batzordean parte hartzeko aukera eman zidan, sindikatuaren perspektiba eta Euskal Herriko errealitate desberdinak ezagutzeko aukera emanez.

2008tik aurrera Zerbitzuko Idazkari Nagusi izendatu ninduten eta Bilbora etortzea erabaki nuen, lankide baten etxean habitazio bat alokatu, eta... hemendik nabil azken hiru urteetan.

Ah, zer Euskal Herri desberdina ikusten da Bilbo bezelako hiri handi baten prisma-tikan... Baina handia izanik ere, Euskal Herri bakarraren perspektiba ematen digu.



AINTZANE ORBEGOZO ZIGARAN

ELA Ibaizabal-Nerbioi eskualdeko arduraduna



ELA Ibaizabal-Nerbioi eskualdean

ELA enpresetan presente izanez, langileek sindikatua gertu ikusten dute

Eskualdearen aurkezpena

Ibaizabal-Nerbioi eskualdea bi ibai hauen artean kokatzen den eskualdea da eta Bizkaia eta Arabako lurraldeak hartzen ditu. Ezaugarri ezberdinak dituzten hiru bailaratan banatzen da eskualdea:

Basauri: Eskualdeko hiri handiena da eta 43 000 biztanle ditu. 50 eta 60 hamarkadetan industriaren hazkundearekin batera immigrazio handia jasan zuen, Bilbo inguruko beste hiriak bezala. Euskararen presentzia orokorrean txikia da. Udaletxeetan agintzen duten alderdi politikoak hartzen baditugu kontuan ez dira abertzaleak.

Arratia: Herri txikiez osatutako bailara da eta soziologikoki euskalduna da eta abertzalea.

Aiara: Laudio eta Amurrio bezalako hiriak daude bertan eta Arabako bailara euskaldunena dela esan genezake eta baita abertzalea ere.

Beraz, Eskualdeak soziologikoki ezberdinak diren zonaldeak ditu. Lan arloari begiratzen badiogu, oso industrialak den eskualdea dela esan behar da eta bertan 1000 langile inguru dituzten enpresa ugari kokatzen dira.

Sindikatuaren papera, jokamoldea, zeregina

Eskualdean 15 bat liberatuez osatutako lan taldea gaude, eta 4 egoitza ditugu, beti ere afiliatu eta langileengandik gertu egoteko eta egunerokoa asesoramendu sindikal eta juridiko ona emateko helburuarekin.

Kapitalismoa harro dabilen garaia da eta krisia gogor jotzen ari da enpresetan, langileak kaleratuz eta euren baldintzak kaskartzeko aitzakia bezala erabiliz. Horren aurrean, eta klaseko sindikatu garen partetik, lan baldintza hobea eta justuago den gizarte bat lortzeko langile jendea enpresetan antolatu eta borrorarako prestatzen laguntzea da gure zereginik garrantzitsuenak dudarik gabe. Horretarako, hainbat lan ildo daukagu:

- ✓ Ordezkaritza eta militanten prestakuntza sindikala
- ✓ Enpresetako ordezkariek parte hartzen duten lan talde ezberdinen koordinazioa, beti ere eztabaida bultzatu eta erabaki konpartituak hartu ahal izateko.
- ✓ Enpresetako asanbladak bultzatzea, langileen partehartzerik gabe ezin baita gure proiektua aurrera eraman.
- ✓ Eskualdean dauden talde sozialekin harremanak ditugu, sindikatua herrietan dagoen mugimendu sozialen parte baita.

Egindako lanaren emaitza

Garai gogorak dira hauek langile klasearentzat eta egiteko hainbeste dagoenean zaila da batzutan lanaren emaitza baloratzea.

Urte askotan enpresetako militanteek egin duten lan bikainaren emaitza da gaur sindikatuak eskualdean duen presentzia.

Egin berri diren hauteskunde sindikaletan ELAk gehiengoa lortu du eskualdeko enpresetan, %44ko ordezkaritza lortuz (CCOO %18, UGT %15, LAB %14).

Azpiraratzekoa da Basauri bezalako gunen erdaldun eta ez abertzalean ia %40a lortzea ELAk, jakinez bigarren sindikatua %21,9arekin dela.

Horrek esan nahi du langileek sindikatua gertu ikusten dutela, ELA enpresetan oso presente dagoela eta ELAren eredu sindikala gailendu dela.

Eta hori harro egoteko emaitza da.

Lan talde bikaina daukagu, gogo eta ilusio handiz lan egiten duena eta hori oso garrantzitsua da.



Aintzane Orbegozo Zigarán: Laneko nire esperientzia sindikatuaren baitan egon da, 2000 urtean hasi eta ardura ezberdinetan egon naiz: Lanbide heziketaren alorrean, Gizalan federazioan, Zerbitzuak federazioan, eta Urola-Kosta eta Donostia eskualdeko arduradun.

IÑAKI IRISARRI

Responsable de l'Union Locale de Ribera de Navarre

Donner espoir

Par un modèle syndical, économique et politique alternatif

Duela 15 urte, ELAren liberatu bilakatu naiz, Nafarroa hegoaldean den Erriberaren ardurart hartuz. 135 000 bat biztanle dituen eskualde hau ez da euskalduna ez eta ere abertzalea (%2 baino guttiago botz abertzale ditu). Egoera soziala zaila bizi du eskualdeak.

Hemen, Hego Euskal Herri guzian bezala, ELA sindikatuak negoziazio kolektiboan, jendarte eremuan eta eraikuntza nazionalan bere arloa jorratzen du.

Hortarako, erregulariki eta usu, ainitz enpresen bisitak antolatzen ditugu langileen topatzera joateko eta haien entzuteko.

Argi da "gaizki bizitzea" gero eta guttiago onartua dela eta ELAren sindikalismo aldarrikatzailea ikusia dela aterabide bat bezala (gatazketan ELAk duen presentzia sistematikoa eta eraginkorraren bidez) eta eredu alternatibo bat bezala (ELAren jendarte ereduari esker).

Gure ekintza eta hurbiltasun militanteari esker ELAren lurralde eta nazio proiektua hemengo jendarteak gero eta hobeto beregatatzen ditu. Azken hauteskundeetan, ELAk Erriberako ordezkaritza %22,12a lortu du. ELAren Nafarroako emaitzen batzuek goiti! Animoz betetzen duen aitzinatzea.



Iñaki Irisarri: Formakuntza eta lanbidez industria arloko mantenu mekanikaria. 3 urtez ELAko kide izan ondoren duela 15 urte ELAren liberatu bilakatu.



Le travail d'ELA en Iparralde



Mise à part la parenthèse franquiste qui voit la direction d'ELA exilée en Iparralde, les contacts du syndicat ELA avec les abertzale du Pays Basque nord commencent réellement à s'enclencher à partir du processus de Lizarra-Garazi en 1998.

ELA, en tant que syndicat abertzale ressent bien évidemment le besoin d'une présence et d'une pensée réellement nationales. Mais il a également comme principe que ce qui peut et doit être fait en Iparralde ne peut et ne doit être conçu et décidé que par les militant(e)s d'Iparralde eux-mêmes.

2004, début du travail d'ELA en Iparralde

En 2004, des discussions ont lieu avec un certain nombre d'abertzale du Nord. C'est alors que seront actés le début du travail d'ELA en Iparralde, et la forme atypique que revêtira ce travail.

Le syndicat décide ainsi de ne pas créer sa section Nord, comme l'ont pourtant fait la plupart des organisations abertzale du Sud. ELA expérimentera un type d'implantation originale, atypique et non syndicale, par le biais de sa Fondation Manu Robles-Arangiz. L'objectif en sera de contribuer, de participer au renforcement de dynamiques abertzale ou progressistes pensées en Iparralde.

Il s'agira en tout premier lieu du soutien actif, par de multiples biais et canaux, au pari stratégique d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara.

Acquisition de l'hôtel-restaurant qui servira de siège à EHLG et travaux de transformation en bâtiment administratif, organisation du soutien financier en Hegoalde, soutien militant tout au long de la bataille -gagnée- contre son illégalisation, etc.

Local inter-associatif et formation militante

Dans le même temps, un local inter-associatif est créé à Bayonne qui sera -et continue d'être- un outil précieux pour de multiples groupes, associations et campagnes de luttes, grèves, mouvements citoyens etc.

Il a été également le siège principal d'un programme ininterrompu de formation militante -tout au long de ces 6 dernières années- qui a vu défiler tous les mois autour d'un stage ou d'une conférence des personnalités telles que Susan George, Hervé Kempf, Mikel Aramendi, Gérard Filoche, Serge Latouche, Maryse Cachenaout, Jean-Marie Harribey, Michel Berhocoirgoin, Marie-France Hirigoyen, Pierre Ruscassie, Michel Cahen, Amaia Munoa, Philippe Corcuff, Alain Lipietz, Yves Cochet, Jakes Abeberry, Geneviève Azam, Hervé Le Treut, Christiane Etchallus, André Chassaingne, Jose Elorrieta, Christophe Aguitton et des dizaines d'autres militant(e)s.

Autour de ces formations, de cette dynamique de réflexion et de débat, s'est constitué un noyau de militant(e)s qui s'est peu à peu donné comme objectif de faire le lien entre la question sociale et la question écologique en Iparralde.

C'est notamment ce noyau là qui a donné naissance il y a moins de deux ans à un mouvement qui allait faire rapidement parler de lui (et qui compte aujourd'hui près de 160 adhérent(e)s) : *Bizi!*

Hebdomadaire *Alda!*

Depuis 5 ans, la Fondation Manu Robles-Arangiz édite en plus l'hebdomadaire "*Alda!*" destiné à irriguer le mouvement abertzale de réflexions de fond, d'échanges d'expériences sur les thématiques progressistes, écologiques, sociales, non violentes, alternatives. C'est un lieu permanent de débat et d'information autour d'une vision ouverte, intégratrice et internationaliste de la revendication abertzale.

Analyse et réflexion nationale

Enfin, l'entrée -pour la première fois- d'un militant du Nord au Comité National d'ELA, en tant que représentant d'Iparralde, est l'occasion de constituer autour de lui un noyau d'analyse nationale composé de militant(e)s d'Iparralde, destiné à accompagner d'une réflexion collective cette présence. C'est bien évidemment dans ce cercle là que seront conçus et décidés les prochains pas que pourront effectuer ELA et la Fondation MRA au Pays Basque nord.

En attendant, l'heure est à un premier bilan du travail réalisé lors de ces 6 premières années de présence active en Iparralde...

□

ELA en chiffres

Créé en 1911, ELA a donc 100 ans.

Un taux de syndicalisation de 10,50% à lui tout seul

110 000 adhérent(e)s, à jour de cotisation à plus de 98%.

Taux de syndicalisation du seul syndicat ELA : 10,50% de la population active.

Pour comprendre l'importance d'un tel taux, précisons qu'en France, le taux de syndicalisation globale, entre tous les syndicats réunis, est d'environ 8% et qu'en Espagne il est d'environ 15%.

1977 : 43.490 adhérents.
1987 : 49.769 adhérents.
1997 : 86.515 adhérents.
2007 : 108 678 adhérents.

Ces chiffres sont contrôlés par 4 quotidiens tous les 4 ans (par tirage au sort de 200 adhérents au hasard dans le listing d'ELA et vérification par 4 journalistes différents de leur situation d'adhérents).

La cotisation moyenne est de 17,49€ par mois.

Un syndicat très largement majoritaire

Selon les résultats officiels de février 2010 (clôture de la "période concentrée" des élections syndicales), le syndicat ELA avec 40,33% de la représentation syndicale dans la Communauté Autonome Basque fait plus du double du score du second syndicat derrière lui, les CCOO qui recueillent 20,02% des voix.

Il fait même plus de 7 points que le total des voix UGT + CCOO, les deux syndicats espagnols.

Sur l'ensemble du Pays Basque sud (Communauté de Navarre comprise), ELA est largement en tête avec une moyenne de 35,52% sur les quatre provinces, avec un avantage de 14 points sur le second syndicat (CCOO).



La somme ELA + LAB (autre syndicat abertzale) atteint 50,86%, confortant le caractère majoritaire du syndicalisme abertzale.

CCOO + UGT recueillant quant à eux un total de 38,76% sur les quatre provinces du Sud. ELA est le premier syndicat dans 11 des 12 euskalde (bassins de vie, régions) historiques du Pays Basque sud.

Un syndicat très largement autofinancé

Origine des finances du syndicat :

- ✓ **Autofinancement** : 89,09% (dont 87,41% par les cotisations des adhérent(e)s)
- ✓ **Subventions** (principalement liées aux résultats électoraux) : 7,48%
- ✓ **Négociation collective** : 1,33%
- ✓ **Participation à diverses structures** : 1,38%
- ✓ **Autres** : 0,73%

ELA autofinance son budget annuel à 87,41% grâce aux seules cotisations de ses adhérents, proportion tout à fait exceptionnelle dans le syndicalisme européen et qui explique en partie la grande indépendance d'ELA et sa forte combativité.

Une Caisse de grève permettant un syndicalisme offensif

25% des cotisations sont structurellement bloquées dans la caisse de résistance du syndicat qui permet de verser un salaire minimum aux grévistes d'ELA et de tenir ainsi des mouvements très longs (il y a très souvent des grèves pouvant durer plusieurs mois).

La grève des 117 ouvriers de l'usine de métallurgie Caballito a duré plus de deux ans, celle des 110 salariées du Centre Ariznavarra plus de 34 mois, soit presque trois ans !).

Indemnisation normale :

Entre 785,72€ par mois (111,84% du SMIC d'Hegoalde) et 903,97€ par mois (indemnisation renforcée).

Indemnisation spéciale (grèves dures, ou d'importance stratégique) :

65% du salaire (plafonné à 1 570,43€ par mois).



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrira
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet